

## **Directive de la Procureure générale sur l'application de l'article 67 CP – interdiction d'exercer une activité**

Vu l'article 43 al. 4 LOJ (RSJU 181.1),

### **1. Généralités**

Le code pénal prévoit une interdiction facultative d'exercer une activité (art. 67 al. 1, 2, 2bis CP), une interdiction obligatoire d'exercer avec un catalogue d'infractions (art. 67 al. 3 et 4 CP) et une clause de renonciation à l'interdiction obligatoire pour les cas de « très peu de gravité » (art. 67 al. 4bis CP).

Il importe peu que l'activité soit lucrative ou bénévole.

### **2. Procédure**

S'agissant d'une mesure, seul le juge peut ordonner une interdiction d'exercer une activité. La décision de renonciation à prononcer une interdiction obligatoire relève également de la seule compétence du juge, sous réserve de l'application de certaines dispositions contenant une clause de non-punissabilité ou permettant la renonciation à la poursuite ou le classement de la procédure.

Une ordonnance pénale est donc exclue dans les cas d'application d'une interdiction obligatoire et en cas de renonciation au sens de l'article 67 al. 4bis CP.

Dans le cadre d'une instruction et indépendamment de l'éventuel prononcé d'une mesure au sens de l'article 67 CP, le procureur examinera si la procédure au sens de l'article 24 LiCPP doit être mise en œuvre. Il en va de même de toute autre procédure de communication prévue par la législation (art. 42 de la Loi sur les professions médicales par ex).

Si les conditions pour prononcer des mesures de substitution sont réalisées, le procureur pourra prononcer une interdiction d'activité en application de l'article 237 CPP.

Il peut être renoncé au renvoi devant l'autorité de jugement en cas d'application de l'article 194 al. 3 CP et de l'article 198 al. 2 CP. Il en va de même s'agissant des articles 187 al. 2 et 3 CP ainsi que 197 al. 8 et 8bis CP.

Le tableau annexé fait partie intégrante de la présente directive, sous réserve des exceptions mentionnées ci-dessus.

### 3. Définitions

On entend par activités impliquant des contacts réguliers avec des mineurs ou d'autres personnes particulièrement vulnérables (art. 67a al. 5 CP) :

a. les activités exercées spécifiquement en contact direct avec des mineurs ou d'autres personnes particulièrement vulnérables, telles que :

1. l'enseignement,
2. l'éducation et le conseil,
3. la prise en charge et la surveillance,
4. les soins,
5. les examens et traitements de nature physique,
6. les examens et traitements de nature psychologique,
7. la restauration,
8. les transports,
9. la vente et le prêt directs d'objets destinés spécifiquement aux mineurs ou à d'autres personnes particulièrement vulnérables, ainsi que l'activité d'intermédiaire direct dans de telles ventes ou de tels prêts, pour autant qu'il s'agisse d'une activité exercée à titre principal;

b. les autres activités exercées principalement ou régulièrement dans des établissements qui offrent les prestations visées à la let. a, à l'exception de celles dont l'emplacement ou l'horaire garantit qu'elles ne peuvent pas impliquer de contacts avec des mineurs ou d'autres personnes particulièrement vulnérables.

On entend par personnes particulièrement vulnérables, les personnes qui ont besoin de l'assistance d'autrui pour accomplir les actes ordinaires de la vie ou déterminer leur existence en raison de leur âge, d'une maladie ou d'une déficience corporelle, mentale ou psychique durable (art. 67a al. 6 CP).

Pour la définition des cas de très peu de gravité, cf notamment 6B\_194/2024.

Tableau de synthèse relative à l'interdiction obligatoire d'exercer une activité

Infractions	Victime mineure	Adulte particulièrement vulnérable	Adulte qui n'est pas particulièrement vulnérable mais qui, au moment des faits, était incapable de résistance ou de discernement ou dans un état de dépendance physique ou psychique l'empêchant de se défendre
traite d'êtres humains (art. 182 CP), à des fins d'exploitation sexuelle	X	X	X
acte d'ordre sexuel avec des enfants (art. 187 CP)	X		

acte d'ordre sexuel avec des personnes dépendantes (art. 188 CP)	X		
atteinte sexuelle et contrainte sexuelle (art. 189 CP)	X	X	X
viol (art. 190 CP)	X	X	X
actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance (art. 191 CP)	X	X	X
abus de la détresse ou de la dépendance (art. 193 CP)	X	X	X
tromperie concernant le caractère sexuel d'un acte (art. 193a CP)			
exhibitionnisme (194 CP)	X	X	X
encouragement à la prostitution (art. 195 CP)	X	X	X
transmission induite d'un contenu non public à caractère sexuel (art. 197a CP)			
pornographie (art. 197 CP)	Cf. infra	Cf. infra	Cf. infra
désagrément sexuel (art. 198 CP)	X	X	X

Pour l'infraction de pornographie (art. 197 CP) si l'auteur

- offre, montre, rend accessibles à une personne de moins de 16 ans ou met à sa disposition des écrits, enregistrements sonores ou visuels, images ou autres objets pornographiques ou des représentations pornographiques (art. 197 al. 1 CP)
- expose ou montre en public des objets ou des représentations visés à l'al. 1, ou les offre à une personne sans y avoir été invité (art. 197 al. 2 1<sup>ère</sup> phrase) si les objets ou représentations avaient comme contenu des actes d'ordre sexuel avec un adulte particulièrement vulnérable
- expose ou montre en public des objets ou des représentations visés à l'al. 1, ou les offre à une personne sans y avoir été invité (art. 197 al. 2 1<sup>ère</sup> phrase) si les objets ou représentations avaient comme contenu des actes d'ordre sexuel avec un adulte qui n'est pas particulièrement vulnérable mais qui, au moment des faits, était incapable de résistance ou de discernement ou dans un état de dépendance physique ou psychique l'empêchant de se défendre
- recrute un mineur pour qu'il participe à une représentation pornographique ou favorise sa participation à une telle représentation (art. 197 al. 3 CP)
- fabrique, importe, prend en dépôt, met en circulation, promeut, expose, offre,

montre, rend accessible, met à disposition, acquiert, obtient par voie électronique ou d'une autre manière ou possède des objets ou représentations visés à l'al. 1, ayant comme contenu des actes d'ordre sexuel avec des animaux ou des actes d'ordre sexuel non effectifs ou effectifs avec des mineurs (art. 197 al. 4 CP), si les objets ou représentations avaient comme contenu des actes d'ordres sexuel avec des mineurs

- consomme ou, pour sa propre consommation, fabrique, importe, prend en dépôt, acquiert, obtient par voie électronique ou d'une autre manière ou possède des objets ou représentations visés à l'al. 1, ayant comme contenu des actes d'ordre sexuel avec des animaux ou des actes d'ordre sexuel non effectifs ou effectifs avec des mineurs (art. 197 al. 5 CP), si les objets ou représentations avaient comme contenu des actes d'ordres sexuel avec des mineurs

Frédérique Comte  
Procureure générale

Adoption de la directive	10 mars 2025
Dernière modification	
Va à	Magistrats et collaborateurs du MP
Information à	Police cantonale TPI TC Service juridique OAJ